

Elections genevoises

Un ex-réfugié et deux secondos au Conseil d'Etat

Le Vert Antonio Hodgers, le PDC Serge Dal Busco et le MCG Mauro Poggia, élus le 10 novembre, ont la particularité commune d'être enfants de l'immigration et d'en être fiers

L'essentiel

● **Historique** Trois des sept conseillers d'Etat élus le 10 novembre sont issus de l'immigration: Antonio Hodgers, Mauro Poggia et Serge Dal Busco.

● **Témoignages** Les trois élus parlent de leur intégration en Suisse et de leurs liens avec leur communauté d'origine.

● **«Success story»** Le chercheur Claudio Bolzman rappelle l'intégration réussie des secondos italiens et espagnols mais s'inquiète pour l'avenir.

Eric Budry

Serge Dal Busco en est certain. Quelque chose d'important s'est passé le 10 novembre. «Je pense qu'on a franchi un palier à Genève avec cette élection, explique le nouveau conseiller d'Etat PDC. Le paradoxe, c'est que cela arrive au moment où Genève connaît un phénomène de repli.» Ce palier, c'est l'arrivée au Conseil d'Etat de deux secondos et d'un ancien réfugié.

Il existe en effet toujours plusieurs manières de lire les résultats d'un scrutin. Celui du 10 novembre a certes permis l'entrée au Conseil d'Etat d'un représentant du MCG, une formation partisane d'une frontière plus hermétique, qui a également progressé au Grand Conseil. Mais les Genevois ont aussi placé au pouvoir des personnalités qui ont un lien très fort avec l'étranger. Un seul scrutin mais deux signaux très différents: l'un d'ouverture et l'autre de fermeture. Et si tout dépendait en fait de l'endroit où l'on place la frontière?

Pour la première fois dans ce canton, deux secondos (étrangers nés en Suisse de parents immigrés) accèdent à l'Exécutif cantonal. C'est le cas de Serge Dal Busco, né à Genève. Venu de Vénézie, son père était saisonnier dans les années 50, puis pépiniériste. Sa mère faisait des ménages. Né à Moutier, le MCG Mauro Poggia est lui aussi issu d'une famille modeste (père ouvrier d'usine, mère couturière) venue travailler en Suisse en 1953. Quant à Antonio Hodgers (Vert), c'est pour fuir la dictature en Argentine que sa mère a cherché refuge ici en 1981. Il avait 6 ans.

Des convictions à défendre

Interrogés sur la résonance particulière que peut avoir leur élection en raison de leur parcours de vie, tous trois décrivent un même sentiment de gratitude envers leur terre d'accueil et leurs parents, sans jamais renier d'où ils viennent. «Mon élection, c'est plus la réussite de notre système d'intégration qu'une réussite personnelle, assure l'écologiste Antonio Hodgers. J'ai pu saisir les opportunités que Genève et la Suisse m'ont offertes. Et c'est ce système que je veux sauver, notamment l'accès aux études ou le droit d'asile. C'est la raison de mon engagement politique.»

Chacun, selon ses opinions, dit vouloir défendre la Suisse. «L'origine étrangère rend sans doute plus exigeant au regard du respect envers ce pays qui nous a accueillis ou qui a accueilli notre famille, et inversement plus intransigeant à l'égard



Canton multiculturel par excellence. Genève a élu le 10 novembre deux conseillers d'Etat nés en Suisse mais dont les deux parents étaient Italiens (Serge Dal Busco et Mauro Poggia) et un homme arrivé enfant à Genève avec sa mère pour fuir la dictature militaire en Argentine (Antonio Hodgers). PIERRE ALBOUY ET GEORGES CABRERA



de ceux qui viennent davantage pour prendre que pour donner», déclare ainsi Mauro Poggia.

La mémoire des racines

Trois thèmes motivent plus particulièrement Serge Dal Busco: «Il y a la question de l'intégration, qui est une nécessité absolue. Puis, à travers mon parcours personnel et l'exemple de mes parents, la valorisation de la responsabilité individuelle. Enfin, le fait que l'Ecole genevoise doit continuer à jouer son rôle d'ascen-

neur social, en favorisant l'excellence sans faire de différence.»

Assurément Suisses (ou Genevois), ces élus n'en ont pas oublié pour autant d'où ils viennent. Serge Dal Busco se souvient encore avec émotion de l'inauguration à Onex du chemin des Trévisans (Trévis est la ville natale de ses parents), à laquelle l'avait convié René Longet: «C'était un hommage à ces Trévisans qui avaient construit la Cité nouvelle, se souvient-il. Beaucoup avaient été invités. J'ai fait un discours moitié en français, moitié en pa-

tois local. Tous pleuraient...» Lorsqu'on demande à Mauro Poggia si la communauté italienne est fière de son élection, sa réponse est au diapason: «J'ignore si c'est un motif de fierté pour elle, mais si tel est le cas, je suis fier à mon tour de pouvoir lui inspirer ce sentiment, car elle le mérite bien. En cela, mon élection pourrait aussi incarner la juste reconnaissance du labeur rigoureux de centaines de milliers de modestes travailleurs.»

Entre leur enfance et leur accession au Conseil d'Etat, il y a un long chemin d'in-

tégration que chacun a parcouru à sa manière. Tous valorisent toutefois le fait d'avoir pu faire des études, d'avoir eu la possibilité de vivre de façon plus aisée que leurs parents. «Rien n'est jamais acquis, s'inquiète toutefois Antonio Hodgers. Il est vrai que les enfants de l'immigration des années 60 et 70 ont pu s'intégrer, poussés par leurs parents à réussir des études. Mais les conditions ne sont pas aussi bonnes aujourd'hui pour les nouveaux migrants. C'est une bombe à retardement.»

«C'est le symbole de l'intégration réussie de communautés»

● Claudio Bolzman, chercheur spécialisé dans l'étude de l'intégration, place l'élection de trois conseillers d'Etat issus de l'immigration dans la perspective des vagues migratoires des années soixante et septante. Le professeur de la Haute Ecole de travail social de Genève décrit la trajectoire ascendante de ces enfants d'ouvriers et parle des vagues d'immigration suivantes.

Que vous inspire l'arrivée au Conseil d'Etat de deux secondos et d'un ancien réfugié politique?

Dans un canton où 60% de la population est issue de la migration, il est finalement assez normal que certains des enfants de cette dernière s'intéressent à la politique et y réussissent. Le contraire serait beaucoup plus inquiétant. Cela dit, certains cantons, comme Zurich ou Bâle, n'y parviennent pas aussi bien.

Et pourquoi cela?

Il faut croire que la stigmatisation due à



Claudio Bolzman
Professeur à la Haute Ecole de travail social

l'origine y est plus forte que dans le canton de Vaud ou à Genève. Ce n'est pas pour rien que c'est à Zurich qu'a été créée en 2003 Secondo Plus, une association de jeunes issus de l'émigration, nés en Suisse. Elle a enfin donné une voix à cette catégorie de la population. A Genève, il semble que ce type de personnes trouve plus facilement sa place dans les partis et que les gens votent également pour eux. Cela veut dire que ce sont leurs idées qui comptent, pas leurs origines.

Etes-vous surpris de les retrouver dans tous les partis?

Non, les migrants sont comme le reste de la population. Cela n'a rien à voir avec les opinions politiques. Ils ne sont pas plus de gauche que les Suisses.

De quoi l'élection de ces trois conseillers d'Etat est-elle le symbole?

De l'immigration des années 60 et 70. De la réussite de l'intégration de ces communautés, principalement italienne et espagnole.

Est-ce plus difficile pour les vagues migratoires venues après?

Il existe plusieurs théories sur l'intégration. L'une dit que c'est uniquement une question de temps. D'autres prétendent que plusieurs facteurs ont une influence, comme les différences culturelles et la situation économique. La vérité, c'est qu'on ne peut prédire l'avenir.

Que montre l'étude que vous menez actuellement sur la communauté kosovare?

Contrairement aux Espagnols et aux Italiens, leurs résultats scolaires sont un peu moins bons que ceux des Suisses. Cela tient peut-être aux conditions dans lesquelles leurs parents ont émigré.

Toujours est-il que certains d'entre eux arrivent maintenant à l'Université. La vraie question est de savoir si la société leur fera une place. On sait par exemple qu'il existe une forte discrimination à l'embauche à cause de leurs noms. Cela pourrait du reste pousser certains à faire de la politique. N'oublions pas non plus ce qui se disait sur les Espagnols et les Italiens il y a moins de trente ans. On ne les voyait pas s'extraire du sous-prolétariat. Il y a donc de l'espoir pour l'immigration actuelle.

Qu'est-ce qu'une intégration réussie?

C'est lorsque l'égalité des droits, l'égalité des chances et celle de traitement est assurée pour tous.

Et pour l'immigré?

Sentir qu'il appartient à la société dans laquelle il vit. Qu'il participe à sa construction tout en façonnant son identité comme il l'entend, en conservant ses racines.

Propos recueillis par E.BY